

ce sujet. Le Canada est venu de l'avant, les Etats fédérés de Malaisie sont venus de l'avant, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont entremises de leur côté, et l'Afrique du Sud est déjà aussi dans le mouvement. Une impulsion soutenue a été donnée aux opinions de millions d'hommes répandus sur toute la surface du globe. De grands pays, dans des conditions différentes de climat et de latitude, ont montré qu'ils obéissaient à une impulsion commune. Les résultats, autant qu'on peut voir, sont que neuf dreadnoughts seront construits pour l'empire britannique en 1913. Tout est décidé pour cette année-là, et il n'y a pas à y revenir. Prenons l'année 1914. Je n'ai aucune raison de croire que c'est le désir du gouvernement allemand de suspendre ou annuler son programme pour cette année-là, mais si tel est son désir il n'aura qu'à nous le faire connaître. On ne construit pas des dreadnoughts pour le plaisir de la chose, et nous ne voyons aucune difficulté sérieuse, en l'absence de dangers inattendus se produisant ailleurs, d'en arriver à un arrangement satisfaisant et complet pour cette année-là, non seulement au nom du gouvernement britannique mais au nom de l'empire britannique en son entier. Comme l'année 1914 est l'une de ces années où il nous faudra construire quatre navires pour deux, une suspension mutuelle ne peut évidemment offrir aucun désavantage en ce qui concerne la position relative du pouvoir naval le plus fort venant immédiatement après.

Il est évident, cependant, qu'un arrangement semblable se trouverait probablement à entraîner d'autres pouvoirs à part la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Les programmes de la France et de la Russie, d'un côté, et ceux de l'Autriche et de l'Italie, d'autre part, auraient à être pris en considération. Je suis assez confiant pour ne voir aucune difficulté insurmontable en tout cela. L'influence des gouvernements britannique et allemand, agissant de concert pour la paix et l'intérêt de l'univers, ne saurait être mesurée à aucun prix, et si un arrangement entre ces deux pays, quand même ce ne serait que pour une seule année, pour mettre fin à ce qu'on peut facilement démontrer être un pur gaspillage et une folie futile, pouvait recevoir une plus grande portée et une signification internationale, nous aurions d'autant plus raison de nous réjouir de tout cela et ce serait d'autant plus à l'honneur de ceux qui auraient pu réaliser la chose. Nous sommes de nouveau en excellente posture pour répandre ces idées et pour les faire connaître au meilleur de notre habileté, car nous avons prouvé, sur ces dernières années, et nous continuons à prouver notre capacité et notre résolution, en tant que peuple et empire, de maintenir, et, comme je le ferai voir dans un instant, d'améliorer notre position navale, quoi qu'on puisse décider en d'autres pays. Personne ne saurait nous accuser de chercher à gagner par voie de négociation ou de supplique un avantage que nous ne pourrions pas gagner par nos sacrifices ou efforts. Dans tous les cas, voici la proposition renouvelée pour 1914; ou bien, si cela est trop rapproché, eh bien, alors, pour 1915.

Adressant la parole dans une réunion libérale, à Manchester, le 18 octobre 1910, M. Churchill, en proposant les suppressions

[M. Borden.]

des constructions navales, a dit ce qui suit:

La proposition que je fais au nom du gouvernement de Sa Majesté est bien simple. Exception faite des navires canadiens ou de leur équivalent, ou de tout ce qui pourrait être rendu nécessaire par de nouveaux développements, notre devoir est de construire quatre navires chaque fois que l'Allemagne en construit deux. Eh bien, nous disons, alors que nous avons pleinement le temps, en toute amitié et sincérité, à notre grande voisine, l'Allemagne: "Si vous suspendez la construction de vos deux navires durant douze mois, nous suspendrons la construction de nos quatre navires, en absolue bonne foi, durant exactement la même période"

Cela signifierait un chômage absolu d'une année, en ce qui concerne les dreadnoughts, entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Cela signifierait une économie de près de six millions de louis pour l'Allemagne et de près de douze millions pour la Grande-Bretagne, tout en laissant absolument dans le statu quo les forces respectives des deux pays.

De nouveau, le 12 novembre, il s'est exprimé ainsi:

Le développement mesuré et persistant de la marine allemande, joint aux constructions simultanées, par divers pouvoirs, grands et petits, de puissants navires modernes de guerre, va nous entraîner inévitablement à des dépenses et à des efforts plus considérables qu'il nous est jamais arrivé en temps de paix; et l'année prochaine, ce sera mon devoir, si j'ai encore la responsabilité de cet important département d'Etat, de présenter au parlement un budget sensiblement plus considérable que l'énorme somme qui a déjà été votée cette année. Le gouvernement de Sa Majesté saisira et fera naître toutes les occasions de mettre fin à cette concurrence en matière d'armements navals et militaires, qui est le fléau et le grand reproche de l'Europe moderne. Mais ce qui est nécessaire devra être fait, et nous n'hésiterons pas un seul instant, dès que nous serons convaincus qu'il y a urgence, à demander hardiment au parlement les hommes et l'argent que la Chambre des communes, quelles que puissent être ses préférences politiques, n'a jamais, de mémoire d'homme, refusé de voter quand il s'agissait des intérêts vitaux de l'Etat.

De plus, les honorables messieurs des deux côtés de cette Chambre se rappellent que, le 8 décembre dernier, la Chambre des Représentants des Etats-Unis, après un débat prolongé, a adopté une résolution sur le même sujet par un vote presque unanime. Cette résolution est conçue dans les termes suivants, et je la citerai au long, car je crois qu'il est désirable que l'attention des honorables messieurs de cette Chambre et du pays tout entier soit attirée là-dessus:

C'est l'opinion de la Chambre des Représentants que la déclaration du premier lord d'a-